



Extrait du L'École Émancipée

<http://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article2206>

Virginie Solunto : violences, dénis de démocratie et abus de pouvoir

- Syndicats Nationaux - SNUipp-FSU - Congrès de Rodez -



**10^{ÈME} CONGRÈS
SNUIPP-FSU
DU 6 AU 10 JUIN
RODEZ - AVEYRON 2016**

Date de mise en ligne : dimanche 12 juin 2016

L'École Émancipée

En Allemagne, les polices affrontent depuis longtemps des violences au nombre desquelles des défilés de Pegida, ou de néonazis. Sans matraquage systématique, sans jets indiscriminés de gaz lacrymogène, sans menottes, sans passage à tabac, sans perte de contrôle. Et pourtant elles protègent les foules, elles subissent des violences, elles séparent des belligérants, elles emploient la force et elles interpellent. C'est tout simplement que le pouvoir politique a décidé de gérer « autrement ». Depuis une quinzaine d'années, le choix a été fait de la « désescalade » et a introduit dans la constitution une « obligation de communication et de coopération » des forces de l'ordre avec les contestataires, inspirée du travail social et visant à réduire la conflictualité dans la confrontation avec des personnes hostiles. Cette politique a participé à un nouveau modèle de maintien de l'ordre en Europe, Suède, Danemark, Hollande, Angleterre, Suisse romande. Nouveau modèle que les polices françaises spécialisées dans le maintien de l'ordre ne peuvent ignorer.

Quand là-bas il s'agit d'empêcher les plus radicaux de nuire, ici l'efficacité politique se compte en nombre d'interpellations et de déferrements. Quand là-bas on installe des écrans géants pour informer la foule, notamment lors des phases critiques de dispersion, et qu'on garantit ainsi la sécurité des manifestant-es, qui est une des missions de service public, ici c'est la stratégie de la tension, l'écrasement et les grenades de désencerclement. Le gouvernement a fait le choix de la violence et de la répression pour discréditer le mouvement social et dissuader les travailleurs de venir manifester leurs désaccords. Paris, Rennes, Nantes, Lyon, Saint-Malo.

Combien de blessés parmi les manifestants depuis le début, combien de nez cassés, d'hématomes, de fractures, de suffocations ? Les récentes attaques contre des journalistes, pourtant identifiés dans l'exercice de leur métier, tentent de bâillonner la presse. A Paris, que s'est-il passé exactement pour que Romain, après l'explosion de grenade dont il a été victime, se soit retrouvé avec un œdème cérébral ? A Rennes ce sont trois journalistes qui ont eux-aussi été la cible des attaques policières. Jusqu'aux grilles des collèges, à Saint-Malo, les réponses policières aux expressions de colère, même bonne enfant, sont démesurées et sans la moindre recherche de dialogue.

C'est l'affolement à la tête du pouvoir, au MEDEF, à droite. Ils parlent de « terrorisme social », de « sabotage » et de « guerre civile » et cherchent à discrédibiliser une révolte sociale légitime qu'ils ont provoquée. La violence c'est celle d'un projet de loi qui déséquilibre plus encore le rapport de force aux dépens des salariés. C'est celle d'une société où l'inégalité de pouvoir entre le capital et le travail le dispute à l'oppression que subit la majeure partie de la population. C'est la violence de la précarité et d'un mépris de classe quand on condamne des syndicalistes d'Air France qui déchirent une chemise en défendant leurs emplois, tout en expliquant à des ouvriers qu'ils n'ont qu'à travailler pour se payer des costumes.

La violence c'est celle du 49-3, déni de démocratie et abus de pouvoir de la part du gouvernement. C'est celle aussi de l'état d'urgence, de ses interdictions de manifester et de ses restrictions des libertés publiques. La démocratie est en danger, et partout de jour comme de nuit, le peuple est debout et marche pour la défendre.